

Politique : les Régions KO debout après l'annonce du budget Barnier

Lecture 2 min



Pour Alain Rousset, ici à l'inauguration du collège-lycée du Barp (Gironde), le 2 septembre, les mesures budgétaires du gouvernement auront un impact négatif sur les politiques en faveur de la jeunesse. © Crédit photo : Archives Guillaume Bonnaud/Sud Ouest

Par Benoît Lasserre

Publié le 12/10/2024 à 19h22.

La Nouvelle-Aquitaine et les autres Régions sont lourdement mises à contribution dans la loi de finances du gouvernement Barnier mais elles n'entendent pas se laisser faire. Alain Rousset veut profiter de la session de lundi pour faire entendre sa colère

Elles figurent toujours au menu de la session plénière de la Région Nouvelle-Aquitaine qui se déroule les lundi 14 et mardi 15 octobre. Mais les orientations budgétaires n'ont plus aucun sens après l'annonce du projet de loi de finances qui fracasse les collectivités locales. « On s'attendait à être secoués mais pas à ce point-là », avoue Alain Rousset, le président néo-aquitain qui parle de « catastrophe » et même de « cruauté ». On en vient à imaginer un Michel Barnier enveloppé dans une cape noire, avec deux longues canines rougies de sang.

Fitch accorde toujours un « AA- » à la France mais l'assortit d'une « perspective négative », ce qui veut dire qu'il envisage à l'avenir de dégrader cette note

Les services financiers de la Région ont fait le calcul, 126 millions d'euros se volatilisent dans un budget qui dépasse les 3,2 milliards, notamment à cause d'une baisse de recettes provenant de la TVA. « D'expérience, poursuit Alain Rousset, je sais qu'il faut multiplier ce chiffre par deux. » Les publicités de La Française des jeux ont l'habitude de décrire ce que le vainqueur du gros lot pourra s'acheter avec ses millions. Là, c'est l'inverse.

Priver la Région de 100 millions d'euros dans son budget de fonctionnement, c'est gommer un quart de l'offre de TER en supprimant 200 trajets quotidiens en train, c'est rayer le transport scolaire pour 30 % des enfants ou la moitié des lignes de cars interurbains, c'est abandonner la formation annuelle de 20 000 demandeurs d'emploi ou la rémunération de 20 000 stagiaires en formation, c'est sacrifier le quart des fonctionnaires alors que les deux tiers des agents ont été transférés par l'État et travaillent dans les lycées. « Si on élargue l'investissement qui est pourtant l'ADN des régions, c'est renoncer à des commandes de rames TER alors qu'il y a de plus en plus d'usagers, ajoute Alain Rousset. C'est dire adieu à tous les contrats de territoire. »

Une dissolution budgétaire

Le président néo-aquitain n'est pas mieux loti que ses homologues avec lesquels il s'est entretenu en visioconférence ce samedi matin. Mais il constate que les Régions paient le plus cher la cure Barnier. « Dans la région, précise-t-il, le bloc communal perd 74 millions d'euros, pour le bloc départemental (la Région en compte 12, NDLR), c'est 105 millions. Et pour notre seule institution, 126 millions. C'est insupportable et lourd de conséquences pour les entreprises, l'apprentissage, l'emploi, les transports, les agriculteurs, la jeunesse... »

Le Girondin Rousset reproche souvent au chef de l'État son jacobinisme et de « ne pas aimer les Régions ». Mais, cette fois, même si Bercy est dirigé par deux macronistes, c'est à Matignon, pas à l'Élysée, qu'a été pilotée la loi de finances 2025. Alors, Macron hors du coup ? Pas sûr, selon Alain Rousset. « Les signaux budgétaires sont au rouge depuis décembre, rappelle-t-il. Bruno Le Maire militait pour une loi de finances rectificative, Macron l'a bloquée parce que c'était un aveu d'échec, surtout avant les européennes de juin. Je suis persuadé que la dissolution, aussi folle et précipitée soit-elle, a une explication budgétaire. Le président de la République l'a décidée pour ne pas faire face aux responsabilités de l'exécutif. Car c'est bien lui qui doit assumer ce dérapage budgétaire de 100 milliards d'euros au lieu de le faire payer aux collectivités locales qui, elles, sont bien gérées et n'ont de toute façon pas le droit de s'endetter pour leur fonctionnement. »

Appel aux parlementaires

Ce samedi, quinze jours après le Congrès des Régions de Strasbourg où la ministre du Partenariat avec les territoires, Catherine Vautrin, avait fait patte de velours, les présidents, toutes tendances confondues, ont donc décidé de profiter de la tempête budgétaire pour réclamer plus de clarification entre l'État et les collectivités, plus de simplification, plus de décentralisation. Mais pas question pour l' élu néo-aquitain de faire du spectacle avec une démission collective.

Ce lundi donc, la délibération sur les orientations budgétaires servira moins à évoquer le budget 2025, qui devra être corrigé avant sa présentation le 9 décembre, mais à débattre de l'autonomie financière des collectivités et des solutions à apporter face aux coupes sombres prévues par la loi de finances. « Il y aura sûrement beaucoup de démagogie », assure Alain Rousset qui s'attend notamment à une remise en cause de l'engagement de l'exécutif en faveur de la ligne à grande vitesse vers Toulouse et vers Dax.

Le ministre de l'Économie et des Finances, Antoine Armand, et son collègue du Budget, Laurent Saint-Martin, se sont défendus vendredi d'avoir présenté un budget « d'austérité » pour 2025

Le président a bien l'intention d'apostropher les parlementaires siégeant dans l'hémicycle, surtout le macroniste Florent Boudié, président de la commission des lois et qui siégea dans sa majorité entre 2015 et 2021. On verra, en effet, quelle réponse apporteront les partis qui soutiennent le gouvernement Barnier.